

Solidarité internationaliste et lutte des femmes : l'exemple de la mobilisation en Suisse en faveur du Nicaragua sandiniste (1978-1990)

Thomas KADELBACH, Université de Fribourg (Suisse)

Quelques mois seulement après la chute de la dictature de Somoza en juillet 1979¹, alors que le Nicaragua s'engage dans la voie de la reconstruction et des vastes réformes sociales et économiques portées par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN)², l'un des tout premiers bulletins des comités de solidarité avec le Nicaragua de la Suisse francophone consacre un long article au rôle des femmes dans la révolution nicaraguayenne. Le texte relate, à partir du témoignage d'une militante, la participation « active et décisive » des femmes nicaraguayennes à la lutte contre le régime et les tâches importantes que les militantes, ouvrières et paysannes, ont assumé dans la préparation et le lancement de l'insurrection finale :

« Pendant l'insurrection de septembre [1978], nos militantes sont intervenues activement en organisant des équipes de premiers secours par pâtés de maisons. C'était là leur rôle essentiel : soigner les blessés, les aider à se cacher. Certaines sont allées se battre. Des camarades sont mortes pendant l'insurrection. »³

Au printemps 1980, le bulletin romand des comités de solidarité complète son compte rendu, en se focalisant cette fois-ci sur la reconstruction et les projets de réforme sociale. Selon les informations recueillies sur place par une militante française appartenant à un groupe de femmes de Paris, la révolution serait un cadre favorable pour améliorer la situation des femmes nicaraguayennes, pour en finir avec les discriminations et avancer vers une société plus égalitaire. La lutte pour la libération du peuple du Nicaragua passerait par la libération des femmes nicaraguayennes, celle-ci étant désormais effective : « Elles [les femmes nicaraguayennes] ne veulent plus de discriminations, ni salariales ni d'aucune sorte. À travail égal, salaire égal est un de leurs mots d'ordre⁴ ». Faisant écho aux principales revendications des mouvements féministes en Europe, le dossier thématise les questions de contraception, de sexualité et d'avortement. Il se termine par un éloquent appel à la solidarité internationaliste : « Elles [les femmes nicaraguayennes] connaissent l'existence et l'importance des mouvements féministes en Europe et comptent sur notre solidarité active, la plus large possible, tant au plan matériel que politique. Leurs moyens sont très faibles, un appui financier leur est indispensable pour réaliser leurs différents projets⁵ ».

¹ Anastasio Somoza Debayle (1925-1980), était issu d'une dynastie familiale dirigeant de père en fils le Nicaragua depuis 1937. Somoza dirigeait également l'entreprise familiale Plasmaferensis, qui vendait aux États-Unis du plasma sanguin collecté au Nicaragua contre rémunération. Il remporta les scrutins présidentiels de 1967 et de 1974, mais prit les pleins pouvoirs en 1972 à la suite du tremblement de terre qui détruisit la capitale, Managua. En septembre 1978, un soulèvement populaire soutenu par des mouvements de guérillas parvint à le chasser du pouvoir l'année suivante, tandis que le pays était la proie d'une guerre civile.

² Le *Frente Sandinista de Liberación Nacional* est une organisation politico-militaire révolutionnaire, d'obédience marxiste, créée en 1961. Le mouvement (réunifié) prit le pouvoir en 1979 à l'issue d'une guerre civile aux conséquences dramatiques pour la population. Il s'inspirait d'Augusto Sandino (1895-1934), révolutionnaire nicaraguayen dont la guérilla affronta victorieusement l'occupation militaire américaine du pays depuis 1927, qui fut assassiné en 1934 par le fondateur de la dynastie Somoza.

³ « Le Rôle des femmes dans la révolution », dans *Nicaragua solidarité. Bulletin du comité Nicaragua*, n° 2, novembre 1979.

⁴ « Dossier : les femmes dans la révolution », dans *Nicaragua et Amérique centrale solidarité*, n° 1, mars-avril 1980.

⁵ *Idem*.

Durant la décennie qui suivra, le Nicaragua sandiniste, subissant la pression économique et militaire impitoyable des États-Unis dirigés alors par le président Ronald Reagan, suscitera dans le monde occidental l'un des plus importants mouvements de solidarité du 20^e siècle, en relation avec un processus politique se déroulant sur un autre continent. En Suisse, comme partout ailleurs en Europe de l'Ouest, des milliers de personnes vont trouver une raison d'agir et d'espérer dans le soutien au projet politique porté par le FSLN, jusqu'à sa défaite électorale en 1990⁶. La présente contribution se propose d'aborder cette mobilisation sous l'angle de la participation des femmes et de sa capacité à être porteuse de revendications féministes, dans un cadre transnational⁷. La première partie rappellera brièvement la genèse, la structure, l'évolution et les principaux moyens d'action du mouvement de solidarité suisse avec le Nicaragua sandiniste. Les liens entre la solidarité internationaliste et le mouvement féministe seront analysés dans la deuxième partie. La troisième abordera, en guise d'exemple, les engagements sur place, dans le cadre de « brigades⁸ » de volontaires.

La mobilisation en faveur du Nicaragua sandiniste en Suisse

De par son ampleur et sa base large et diversifiée, le mouvement de solidarité avec le Nicaragua sandiniste constitue en Suisse l'une des principales composantes de la mobilisation politique extraparlamentaire des années 1980. Il a souvent été associé à la catégorie générale des nouveaux mouvements sociaux, qui ont donné impulsion aux vagues de contestation successives apparues dans les pays occidentaux après 1968. Caractérisés par de nouvelles formes d'activisme et évoluant essentiellement en dehors du cadre politique et institutionnel existant, les nouveaux mouvements sociaux englobent notamment les importantes mobilisations pour sauvegarder et préserver l'environnement, celles en faveur de la paix et du désarmement dans le contexte de la guerre froide, ainsi que la solidarité avec les pays du tiers-monde⁹. En Suisse et ailleurs en Europe occidentale, le mouvement tiers-mondiste se développe dès la fin des années 1960 dans le contexte de la décolonisation et des protestations contre la guerre du Viêt Nam. Porté initialement par des groupes de solidarité issus des milieux universitaires et religieux, il évolue progressivement vers une dénonciation plus large des rapports inégaux entre les pays développés et ceux du tiers-monde. Selon la théorie de la dépendance, qui établit un lien direct entre le sous-développement des pays du tiers-monde et la domination capitaliste occidentale, la solidarité avec les mouvements de libération apparaît alors comme un élément essentiel d'une lutte contre les inégalités structurelles entre riches et

⁶ Le FSLN, dirigé par Daniel Ortega, perdit les élections de février 1990 au profit d'une liste libérale largement soutenue par les États-Unis.

⁷ L'article est en partie basé sur mon mémoire de licence en histoire contemporaine présenté à l'université de Fribourg (Suisse) en juillet 2005. Ce travail a été publié : Thomas Kadelbach, *Les brigadistes suisses au Nicaragua (1982-1990)*, Fribourg, Université de Fribourg, « Aux sources du temps présent », 2006.

⁸ Dans le contexte de la solidarité internationale avec la révolution sandiniste, le terme « brigade » désigne une équipe de volontaires internationaux engagée au Nicaragua dans des tâches concrètes de soutien. Contrairement à ce que la désignation suggère, il s'agit d'un engagement civil. Le terme établit toutefois une parenté voulue avec d'autres mobilisations internationalistes, comme celle des années 1930 en faveur de l'Espagne républicaine.

⁹ Cf. à ce sujet : Marco Guigni, *Entre stratégie et opportunité. Les nouveaux mouvements sociaux en Suisse*, Zürich, Seismo, 1995, p. 111-253 ; Marco Guigni et Hanspeter Kriesi, « Nouveaux mouvements sociaux dans les années 1980 : évolution et perspectives », dans *Annuaire de l'Association suisse de science politique*, n° 30, 1990, p. 79-100. Voir également Hanspeter Kriesi, *New Social Movements in Western Europe : A Comparative Analysis*, Londres, UCL Press, 1995.

pauvres, impliquant également des changements politiques et sociaux au sein des pays occidentaux¹⁰.

Issu de cette même mobilisation, le mouvement de solidarité avec le Nicaragua se développe en Suisse dès la fin des années 1970, au moment où l'insurrection populaire contre la dictature de Somoza entre dans sa phase décisive. Dans ce contexte, la mobilisation de l'opinion publique occidentale représente un élément essentiel de la stratégie du FSLN. Dès 1977, les cadres sandinistes s'efforcent d'entrer en contact avec des médias étrangers et de favoriser l'émergence de groupes de solidarité aux États-Unis et en Europe occidentale, en s'appuyant notamment sur les exilés nicaraguayens. Suite à la chute de la dictature, le gouvernement de reconstruction nationale renforce encore cette option stratégique et crée, dès 1980, le *Comité Nicaragüense de Solidaridad con los Pueblos* (Comité nicaraguayen de solidarité entre les peuples, CNSP), dont l'objectif est de coordonner les contacts avec les groupes de solidarité à l'étranger et de favoriser le soutien matériel, financier et politique en faveur de la révolution¹¹.

Malgré l'importance de ce contexte politique, le mouvement de solidarité avec la révolution sandiniste apparaît d'abord, en Suisse, comme une réalité essentiellement locale et décentralisée. Le premier comité de solidarité est créé au printemps 1978 à Zürich par des activistes engagés dans différents groupes tiers-mondistes et déploie ses activités dans une perspective de soutien à la lutte du FSLN contre la dictature. Dès la victoire des sandinistes à l'été 1979, des comités locaux se constituent dans la plupart des villes suisses, créant ainsi la base d'un ample mouvement de solidarité. Très hétérogènes quant à leur base militante, les comités réunissent des personnes issues de la gauche extraparlamentaire, de groupes chrétiens et humanistes, des milieux tiers-mondistes. Dans certains cas, des liens existent également avec des organisations plus traditionnelles, comme les syndicats et le Parti socialiste¹². Au niveau suisse, une coordination nationale des comités est mise en place fin 1979 dans le but d'assurer la cohérence des campagnes de solidarité. Complétant ce cadre organisationnel, les comités créent un secrétariat national à Zürich et, dès 1984, alors que les projets de solidarité au Nicaragua se multiplient, un poste de permanent à Managua est établi, responsable notamment de l'organisation du séjour des brigades de travail¹³.

Dans une perspective de soutien à la révolution sandiniste et, au-delà du cadre nicaraguayen, à la lutte anti-impérialiste et de libération des peuples d'Amérique centrale, le mouvement de solidarité développe une multitude d'initiatives et de projets durant les années 1980. Le soutien matériel, le travail d'information, les projets de jumelage de villes suisses et nicaraguayennes et l'organisation de brigades de travail en constituent les principaux axes. Certaines initiatives, comme notamment la participation à la campagne internationale *Nicaragua debe sobrevivir* (Le Nicaragua doit vivre), répondent directement aux priorités fixées par le gouvernement sandiniste à travers le CNSP¹⁴. Les brigades de travail, concrétisation sans doute la plus emblématique de la solidarité avec le Nicaragua sandiniste, s'inscrivent elles aussi dans les

¹⁰ Kim Christiaens, « States Going Transnational. Transnational State Civilian Networks and Socialist Cuba and Sandinista Nicaragua Solidarity Movements in Belgium (1960s-1980s) », dans *Revue belge de philologie et d'histoire* n° 89, 2011, p. 1279 sq. ; Konrad Kuhn, « Der Kampf der Entrechteten dort ist unser Kampf hier ! Entwicklungspolitisches Engagement und internationale Solidarität in der Schweiz », dans Janick Marina Schaufelbühl (dir.), *1968-1978. Une décennie mouvementée en Suisse*, Zurich, Chronos, 2009, p. 113-124.

¹¹ Kim Christiaens, *op. cit.*, p. 1290 sq.

¹² Thomas Kadelbach, *op. cit.*, p. 23-26.

¹³ *Ibidem*, p. 26-29.

¹⁴ Voir à ce sujet : Kim Christiaens, *op. cit.*, p. 1296 sq.

efforts du FLSN pour mobiliser des soutiens dans les pays occidentaux. Conscient de la valeur stratégique de la présence des brigades au Nicaragua, notamment en termes d'information de l'opinion publique occidentale et de soutien matériel, le FSLN propose aux comités de solidarité la constitution de telles équipes de volontaires lors d'une conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, organisée en novembre 1981 à Genève. Répondant favorablement à cet appel, la solidarité suisse, à l'instar de celle d'autres pays européens, organise une première brigade de travail qui, composée de quarante personnes, se rend au Nicaragua durant l'été 1982¹⁵.

Les engagements de ce type se multiplient dès la fin de 1983, à la suite de l'intervention militaire des États-Unis sur l'île de Grenade, dans les Caraïbes. Interprété comme un avertissement au Nicaragua sandiniste, cet événement amène le FSLN à lancer un appel en faveur d'une présence internationale au Nicaragua. La pression économique exercée par les États-Unis sur le pays centraméricain et l'escalade de la guerre de déstabilisation menée par les rebelles antisandinistes, la *contra*, contribuent à maintenir un niveau élevé de mobilisation durant les années qui suivent¹⁶. Dans le cas de la Suisse, environ 800 personnes participent entre 1982 et 1988 à une brigade de travail. Les tâches concrètes effectuées sur place et la durée du séjour dépendent du type d'engagement. La plupart des brigadistes se rendent au Nicaragua pour un mois et se consacrent pendant leur séjour à des travaux concrets de soutien, notamment dans la construction ou la récolte de café. Financés par la solidarité suisse, les projets sont conçus et réalisés dans une perspective de soutien aux objectifs politiques de la révolution sandiniste. Cette dimension politique se reflète notamment dans la localisation des projets, dont la plupart se trouvent dans la région VI du Nicaragua¹⁷, relevant d'une importance stratégique en raison de la production du café et particulièrement touchée par les incursions de la *contra*¹⁸. L'option prioritaire d'améliorer les conditions de vie des populations défavorisées des zones rurales et de renforcer les organisations populaires de la révolution correspondent également à cette ligne d'action globale. À côté des brigades de travail de courte durée, différents types de brigades professionnelles sont constitués, dont les membres séjournent sur place plusieurs mois. À partir d'initiatives individuelles, de telles équipes existent dans les domaines de la construction et de la santé, avec les brigades ouvrières et les brigades de santé. Enfin, les brigades de paix, issues de la solidarité chrétienne avec la révolution sandiniste, sont essentiellement conçues dans une perspective de sensibilisation de l'opinion publique en Suisse¹⁹.

Dès 1988, la mobilisation connaît une baisse importante, en raison notamment des évolutions politiques au Nicaragua et dans le contexte plus large de l'Amérique centrale, où les accords

¹⁵ *Ibidem*, p. 1296 ; Thomas Kadelbach, *op. cit.*, p. 21-23.

¹⁶ *Ibidem*, p. 39 sq. ; Todd Greentree, *Crossroads of Intervention : Insurgency and Counterinsurgency Lessons from Central America*, Westport, Praeger Security International, 2008, p. 35. Pour la mobilisation en faveur du Nicaragua sandiniste, voir également : Christian Smith, *Resisting Reagan. The US Central America Peace Movement*, Chicago, University of Chicago Press, 1996 ; Roger Peace, *A Call to Conscience. The Anti-Contra-War Campaign*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2012.

¹⁷ Capitale régionale : Granada.

¹⁸ *La Contra*, ou les *Contras* (« les contre-révolutionnaires ») était un rassemblement politico-militaire qui menait une guérilla contre le régime sandiniste en recevant subsides, armes et soutien des États-Unis de Reagan.

¹⁹ Les différents types de brigades ainsi que les projets réalisés sont présentés de manière détaillée par Thomas Kadelbach, *op. cit.*

d'Esquipulas et de Sapoá²⁰ éloignent le spectre d'une intervention militaire américaine directe, mais aussi de contradictions internes de plus en plus importantes. En 1990, la défaite électorale du FSLN met un terme brutal au projet politique porté par les sandinistes et accélère la désintégration du mouvement de solidarité²¹.

Le mouvement néoféministe et la solidarité internationaliste

Tant du point de vue du profil des activistes que des caractéristiques et origines de la mobilisation, une parenté existe entre le mouvement de solidarité avec le Nicaragua sandiniste, ou plus largement avec les pays du tiers-monde, et le mouvement néoféministe²², apparu dans les pays européens dans le sillage des événements de 1968. Appartenant toutes les deux aux nouveaux mouvements sociaux, ces mobilisations partagent les principales caractéristiques de la contestation des années 1970 et 1980, à savoir : une conception de l'organisation politique mettant l'action au centre de ses préoccupations ; un faible degré d'institutionnalisation qui se traduit par un développement exclusivement extraparlémentaire ; une base militante issue des centres urbains, appartenant généralement à la classe moyenne et formée de nouveaux acteurs du changement social²³.

Même si les mouvements tiers-mondiste et néoféministe n'ont pas fait jusqu'ici l'objet d'analyses intersectorielles, les points de rencontres sont nombreux entre les deux. Suivant l'essor du nouveau féminisme au niveau international, des groupes de jeunes activistes féministes font leur apparition en Suisse au tournant des années 1960 et 1970, en marquant par leurs actions et revendications une rupture avec le mouvement féministe traditionnel. Ce dernier, issu de la première vague féministe de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle, concentre ses revendications, dans la Suisse de l'après-guerre, principalement sur l'égalité des droits politiques – le suffrage féminin ne sera approuvé en vote populaire qu'en 1971 – et l'amélioration de la condition des femmes²⁴. Le mouvement néoféministe adopte des positions plus radicales et inscrit son action dans une contestation générale du système, à l'instar de la nouvelle gauche. Réclamant la libération des femmes dans un sens large, il appelle à un renversement révolutionnaire du système patriarcal et combat également les rapports de domination dans les aspects intimes de la vie. Comme l'a mis en évidence Julie De Dardel, la réappropriation du corps et la politisation de la sphère personnelle traversent l'ensemble du mouvement néoféministe. Dans cette perspective, la lutte pour le droit à l'avortement libre et gratuit joue un rôle moteur et occupe pendant les années 1970 le devant de la scène²⁵.

²⁰ En 1987 et 1988, les accords d'Esquipulas et Sapoá stipulent le cessez-le-feu entre plusieurs pays centraméricains et organisent les conditions de paix.

²¹ Thomas Kadelbach, *op. cit.*, p. 34-38.

²² Pour le terme « néoféministe », voir notamment Sarah Kiani, « Entre unité et fragmentation : le mouvement néoféministe en Suisse et l'enjeu de sa coordination nationale (1970-1980) » dans Janick Marina Schaufelbühl (dir.), *op. cit.*, p. 195-203. Voir également Julie De Dardel, *Révolution sexuelle et mouvement de libération des femmes à Genève (1970-1977)*, Lausanne, Antipodes, 2007.

²³ Voir Marco Guigni, *Entre stratégie et opportunité...*, *op. cit.*, et Kriesi Hanspeter, *New Social Movements in Western Europe...*, *op. cit.*

²⁴ May Broda, Elisabeth Joris et Regina Müller, « Die alte und die neue Frauenbewegung », dans Mario König, Georg Kreis, Franziska Meister, Gaetano Romano (dir.), *Dynamisierung und Umbau. Die Schweiz in den 60^{er} und 70^{er} Jahren*, Zürich, Chronos-Verlag, 1998, p. 201-226.

²⁵ Julie De Dardel, *op. cit.*, p. 50 sq. et p. 72-92. Pour le mouvement de libération des femmes à Genève, voir Carole Villiger, « Notre ventre, leur loi ! » *Le mouvement de libération des femmes de Genève*, Neuchâtel, Éditions Alphil, 2009.

Prenant le nom de « Mouvement de libération des femmes²⁶ », des groupes de femmes appartenant au courant néoféministe sont créés en 1969 à Zürich, et un an plus tard à Genève, avant que la mobilisation ne s'étende à d'autres villes suisses. Très influencées par l'émergence du mouvement néoféministe aux États-Unis et dans les pays voisins, les militantes des mouvements de libération des femmes inscrivent leur action dès le départ dans une perspective transnationale, à l'opposé de l'orientation prioritairement nationale du mouvement féministe traditionnel. Si l'appellation choisie renvoie en premier lieu au *Women's Liberation Movement* américain, à l'origine de la vague néoféministe, elle fait aussi allusion, dans une perspective plus large, aux luttes de libération dans le contexte contemporain de la décolonisation²⁷. Ainsi, le mouvement de libération des femmes de Zürich revendique explicitement cette parenté en soulignant, lors de sa création, que le sigle de mouvement de libération des femmes, MLF, suggère une parenté avec les mouvements de libération des pays colonisés²⁸.

De façon similaire, d'autres groupes appartenant à la mouvance néoféministe conçoivent leur engagement comme une contribution à la lutte globale pour les droits des femmes et de tous les opprimés. Pour en citer un exemple en Suisse romande, on peut se référer au collectif *Femmes en lutte* de Lausanne, créé durant la première moitié des années 1970, qui place ses actions dans une perspective de lutte des classes et de solidarité internationale. Selon son mot d'ordre « La libération des femmes concerne tous ceux qui veulent la liberté », le groupe accorde, dans le bulletin qu'il publie dès 1978, une place importante aux luttes des femmes ailleurs dans le monde, comme au Chili, contre la dictature militaire du général Pinochet, et au Zimbabwe, dans le contexte de la résistance contre la domination britannique²⁹. Le rôle des activistes suisses serait de soutenir la lutte pour la libération dans ces pays :

« Les femmes ont joué et jouent encore un rôle important dans toutes les luttes de libération. Leur histoire, leur lutte sont peu connues. [...] Pour *Femmes en lutte*, un des moyens de soutenir leur lutte c'est d'en parler ici, de faire connaître les problèmes auxquels elles sont confrontées, comment elles les résolvent, comment avec l'ensemble du peuple elles luttent contre le système impérialiste qui produit et perpétue leur oppression spécifique. »³⁰

Dans une perspective similaire, d'autres numéros du bulletin donnent écho à la lutte de libération en Érythrée, à la lutte pour le droit à l'avortement en Espagne et aux stérilisations massives et forcées de femmes en Amérique latine³¹.

De façon générale, on assiste, au début des années 1980, à un certain affaiblissement du mouvement néoféministe en Suisse, phénomène lié à un changement de génération et à des problèmes de coordination au niveau national³². Néanmoins, les liens entre l'activisme féministe et la solidarité internationaliste se confirment à maints égards dans la mobilisation

²⁶ *Frauenbefreiungsbewegung* en allemand.

²⁷ Voir au sujet du mouvement néoféministe des États-Unis : Kristina Schulz, *The Women's Liberation Movement : impacts and outcomes*, New York, Oxford, Berghahn, 2017.

²⁸ May Broda, Elisabeth Joris et Regina Müller, « Die alte und die neue Frauenbewegung »..., *op. cit.*, p. 217. Voir aussi Judith Bucher, *FBB : Fotogeschichte der Frauenbefreiungsbewegung Zürich*, Zurich, Limmat-Verlag, 1995.

²⁹ Cf. la revue *Femmes en lutte*, n° 1, mars 1978.

³⁰ « Zimbabwe : lutte armée et lutte de libération des femmes », dans *Femmes en lutte*, n° 2, juin 1978.

³¹ Voir les numéros 4, 6 et 7 de *Femmes en lutte*, sur la période 1979-1980.

³² Kristina Schulz, Leena Schmitter, Sarah Kiani, *Frauenbewegung. Die Schweiz seit 1968 : Analysen, Dokumente, Archive*, Baden, Hier&Jetzt, 2014, p. 105 sq.

en faveur du Nicaragua sandiniste, qui se développe durant cette même période. En raison du rôle important que jouent les femmes nicaraguayennes dans l'insurrection populaire contre la dictature, cette convergence est en quelque sorte inhérente au mouvement de solidarité. Durant les derniers mois de la guerre contre le régime de Somoza, les femmes représentent environ un tiers des effectifs de l'armée sandiniste³³. Par ailleurs, fait plutôt rare en Amérique latine, plusieurs d'entre elles assument des fonctions clés au sein du mouvement révolutionnaire et participent aux actions les plus spectaculaires et les plus médiatisées du FSLN. Tel est notamment le cas de Dora María Téllez, étudiante en médecine de vingt-trois ans et membre, en août 1978, du commando qui occupe le palais national à Managua, avant de diriger, durant l'été 1979, l'opération militaire aboutissant à la libération de la ville de León. Au cours des années 1980, elle occupera le poste de ministre de la Santé du gouvernement sandiniste³⁴. D'autres combattantes du FSLN souvent mentionnées sont Nora Astorga, qui participe en 1978 à l'assassinat du général somoziste Reynaldo Pérez Vega et deviendra ambassadrice du Nicaragua sandiniste auprès des Nations unies, ainsi que Mónica Baltodana, membre du plus haut commandement militaire pendant l'offensive finale contre la capitale Managua³⁵.

Au-delà de cette dimension individuelle, l'agenda progressiste du FSLN, au sujet notamment des droits des femmes, favorise l'adhésion d'une solidarité intersectorielle, à la fois internationaliste et féministe, au processus révolutionnaire nicaraguayen. Un mois seulement après la victoire sur le régime de Somoza, le nouveau gouvernement de reconstruction nationale adopte, parmi ses premières initiatives, un décret interdisant l'utilisation du corps de la femme à des fins publicitaires, ainsi que des mesures en faveur d'un niveau égal de protection. Étant donné que la lutte contre le sexisme et l'instrumentalisation de l'image de la femme dans la publicité figurent durant la même période parmi les priorités des mouvements néoféministes en Suisse et en Europe, les positions du gouvernement sandiniste apparaissent comme novatrices et prometteuses au-delà du cadre nicaraguayen³⁶. Enfin, à l'instar de leur participation active à l'insurrection populaire, les femmes nicaraguayennes sont très impliquées dans la mise en œuvre des grands programmes sociaux de la révolution sandiniste. Rattachée au FSLN, l'organisation de femmes *Asociación de mujeres nicaragüenses Luisa Amanda Espinosa* (Association de femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinosa, AMNLAE) contribue de manière décisive à la réussite des différentes campagnes d'alphabétisation organisées dès 1980. En outre, ses militantes sont actives dans les domaines de l'éducation, de la médecine préventive et de la distribution des biens de première nécessité³⁷. Si ces exemples illustrent la forte implication des femmes dans le projet révolutionnaire et les points de rencontre entre le Nicaragua sandiniste et les mouvements féministes occidentaux, il est néanmoins important de souligner que ni le FSLN, durant ses années au pouvoir, ni l'AMNLAE n'ont réussi à développer et à mettre en œuvre un agenda politique féministe proprement dit, les tâches immédiates liées à la défense économique et militaire de la révolution étant considérées comme prioritaires. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 qu'un mouvement féministe, défendant les droits des femmes par rapport à des questions

³³ Margaret Randall, *Sandino's Daughters Revisited. Feminism in Nicaragua*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1994, p. 5.

³⁴ *Ibidem*, p. 230-264

³⁵ *Ibidem*, p. 21-24.

³⁶ *Ibidem*, p. 25. Voir également Kristina Schulz, Leena Schmitter et Sarah Kiani, *op. cit.*, p. 107 sq. ; « Dossier : les femmes dans la révolution », dans *Nicaragua et Amérique centrale solidarité*, n° 1, mars-avril 1980 ; *Schweizer Internationalisten-Brigade 82 in Nicaragua : Berichte, Analysen, Erlebnisse*, s.l., s.d., p. 37 sq.

³⁷ Margaret Randall, *op. cit.*, p. 24 sq.

telles que l'avortement et la sexualité, fera son apparition au Nicaragua en dehors des structures établies du FSLN et des organisations de masse de la révolution³⁸.

Tant les documents produits par le mouvement de solidarité que les initiatives concrètes mises en œuvre révèlent que la lutte des femmes représente en Suisse une dimension essentielle de la mobilisation en faveur du Nicaragua sandiniste. Dès la victoire du FSLN et tout au long des années 1980, le bulletin d'information des comités locaux accorde une place importante à la participation des femmes au processus révolutionnaire nicaraguayen et, dans une perspective plus large, à la situation des femmes dans le contexte centraméricain. Le large éventail de sujets abordés comporte notamment des textes sur le rôle des femmes dans l'élaboration de la nouvelle constitution du Nicaragua, la lutte contre les discriminations et la situation de groupes sociaux spécifiques, comme les employées domestiques ou encore les vendeuses au marché³⁹. De façon analogue, la première brigade suisse de travail au Nicaragua, constituée à l'été 1982, consacre une partie importante de la brochure d'information qu'elle publie à son retour à la situation des femmes, en abordant dans le détail tous les aspects qui, dans la perspective d'une lutte solidaire des femmes suisses et nicaraguayennes, méritent attention : l'organisation des femmes ; les rapports hommes-femmes et le machisme ; la situation professionnelle et les conditions de travail ; le planning familial, la contraception et l'avortement ; la prostitution ; l'image de la femme dans la publicité. Si le récit, basé essentiellement sur des entretiens avec des femmes nicaraguayennes, reflète avant tout un souci de comprendre la situation spécifique du pays centraméricain, il ne manque pas d'évoquer l'analogie des défis avec ceux rencontrés en Europe, par exemple par rapport à la discrimination salariale et à la pornographie⁴⁰. Lors de leur séjour au Nicaragua, quelques participantes à cette brigade établissent des contacts avec des représentantes de l'AMNLAE, dont elles décident de soutenir financièrement une permanence juridique à Managua. En mars 1985, deux collaboratrices du bureau sont invitées en Suisse pour faire connaître leur initiative⁴¹.

Dans le prolongement de cet engagement, des structures propres à la solidarité des femmes apparaissent durant la même période au sein du mouvement de solidarité. Lors d'un forum de solidarité avec l'Amérique centrale organisé les 14 et 15 janvier 1983 à Berne, qui réunit l'ensemble des acteurs concernés par les événements au Nicaragua et au Salvador, un groupe de travail élabore des projets concrets de soutien à la lutte des femmes⁴². Par ailleurs, des groupes de solidarité de femmes se constituent dès 1984 dans les principales villes de Suisse, notamment à Zürich, Genève, Bâle et Berne. Issus des comités locaux, ils déploient leurs activités de façon complémentaire au travail de ceux-ci, dans le but de donner une assise plus solide à la dimension féministe de la solidarité avec le Nicaragua sandiniste. La collaboration de ces groupes autonomes avec d'autres organisations et mouvements de femmes, appartenant parfois aux partis de gauche, confirme les nombreux liens entre la solidarité internationaliste et l'activisme féministe, dans le cadre du soutien au Nicaragua sandiniste⁴³. Il n'est donc guère surprenant que la mobilisation des femmes apparaisse également comme une dimension

³⁸ *Ibidem*, p. 27 sq. et p. 34-37.

³⁹ Cf. par exemple « La lutte des employées domestiques au Nicaragua », dans *Nicaragua El Salvador Solidarité*, n° 6, été 1981 ; « La situation des femmes au Honduras », dans *Nicaragua El Salvador Solidarité*, n° 24, octobre 1985 ; « Cabildos abiertos : les femmes de la région VI », dans *Nicaragua El Salvador Solidarité*, n° 29, décembre 1986.

⁴⁰ *Schweizer Internationalisten-Brigade 82...*, op. cit., p. 13-61.

⁴¹ « Solidarité avec les femmes du Nicaragua », dans *Nicaragua El Salvador Solidarité*, n° 21, mai 1985.

⁴² « Forum de solidarité avec l'Amérique centrale », dans *Nicaragua El Salvador Solidarité*, n° 11, mars 1983.

⁴³ « Solidaritätsarbeit unter der Lupe », dans *Correos de Centroamérica*, n° 39, novembre 1985.

essentielle de l'initiative la plus importante et la plus visible du mouvement de solidarité, à savoir les engagements sur place dans le cadre des brigades de travail.

Les engagées volontaires helvétiques au Nicaragua

Au niveau purement quantitatif, les femmes représentent environ la moitié des volontaires suisses qui partent durant les années 1980 au Nicaragua en tant que brigadistes. Il s'agit le plus souvent de femmes jeunes, d'une moyenne d'âge inférieure à trente ans, issues d'un milieu urbain⁴⁴. Quant aux activités professionnelles, on constate que les étudiantes ainsi que les spécialistes des domaines social et culturel sont particulièrement nombreuses. De ce point de vue, le profil socio-économique des activistes correspond largement aux caractéristiques générales des nouveaux mouvements sociaux, dont la base de mobilisation est essentiellement formée par la classe moyenne⁴⁵. L'analyse de la participation des femmes selon le type de brigade révèle que les activistes féminines sont nombreuses dans l'ensemble des équipes constituées par la solidarité suisse, à l'exception des brigades ouvrières, qui réunissent des professionnels du bâtiment. Certaines formes d'engagement sont même portées quasi exclusivement par des femmes, comme notamment les brigades de santé. Celles-ci sont créées pour appuyer temporairement le système de santé de la révolution sandiniste, en particulier dans les régions rurales, et mobilisent entre 1984 et 1990 une cinquantaine de professionnelles de la santé pour des séjours allant de trois mois à une année. Elles sont composées essentiellement d'infirmières, de médecins et de physiothérapeutes⁴⁶. Enfin, les femmes sont majoritaires aussi au sein des brigades de paix qui, émanation de la solidarité chrétienne avec la révolution sandiniste et des mouvements de la non-violence, mobilisent une soixantaine de personnes pour un engagement volontaire au Nicaragua⁴⁷.

Si ces différentes initiatives témoignent de l'importance de la mobilisation des femmes au sein du mouvement de solidarité, elles n'apparaissent pas de manière prioritaire comme un soutien à la lutte des femmes au Nicaragua. Indépendamment du type d'engagement, l'enjeu principal des brigades est d'apporter un soutien concret à la révolution sandiniste et à ses programmes de réforme sociale, d'assurer une présence internationale dans ce pays centraméricain et de développer un travail d'information au retour. Néanmoins, certaines brigades sont explicitement constituées dans une perspective de soutien à la cause des femmes, à l'image de l'ancrage fort de cette thématique dans les groupes de solidarité. Une première brigade de femmes se forme en 1985, sur l'initiative des groupes de femmes impliquées dans le travail de solidarité avec le Nicaragua à Genève et à Zürich⁴⁸. Selon les initiatrices, l'objectif de la brigade de femmes est de permettre aux activistes helvétiques d'entrer mieux en contact avec les femmes nicaraguayennes, de connaître leur réalité et « la lutte qui se mène jour après jour pour le respect des droits de la femme⁴⁹ ». Composée de huit participantes, la brigade collabore durant l'été 1985 aux travaux menés par un collectif de femmes dans le cadre du programme

⁴⁴ Thomas Kadelbach, *op. cit.*, p. 198-204. Voir également Hanspeter Kriesi, *New Social Movements in Western Europe...*, *op. cit.*, p. xviii sq.

⁴⁵ *Idem.*

⁴⁶ Thomas Kadelbach, *op. cit.*, p. 135-168 et p. 198 sq.

⁴⁷ *Ibidem*, p. 169-195.

⁴⁸ *Ibidem*, p. 76 sq.

⁴⁹ « Première brigade de femmes au Nicaragua », dans *Nicaragua El Salvador Solidarité*, n° 21, mai 1985.

d'autosuffisance alimentaire et effectue des visites à Managua et dans d'autres villes du pays⁵⁰. Une année plus tard, une deuxième brigade de femmes, constituée par les groupes genevois et zurichois avec l'appui des structures du mouvement de solidarité, apporte son soutien au réaménagement d'un hôpital pour femmes dans la ville de Matagalpa⁵¹. Enfin, durant l'hiver 1987-1988, un petit groupe soutient les travaux d'une coopérative de femmes près d'Estelí⁵². Sur le plan organisationnel, ces initiatives ne semblent pas fondamentalement se distinguer des autres engagements au Nicaragua, dans le cadre des brigades constituées par la solidarité. Elles témoignent toutefois d'une volonté de renforcer, à travers les projets choisis, l'autonomie des femmes et les structures qui permettent aux femmes de participer plus activement aux processus sociaux⁵³. Comme c'est le cas pour l'ensemble des brigades non professionnelles, donc de courte durée et qui sont parfois associées au tourisme politique, l'efficacité de l'engagement sur place et du travail effectué est controversée au sein même du mouvement de solidarité⁵⁴. Les brigades de femmes permettent néanmoins aux militantes de se familiariser avec la situation des femmes d'un pays du tiers-monde, créant ainsi des ponts entre l'engagement en Suisse et ailleurs, et élargissant la solidarité des femmes dans une perspective transnationale⁵⁵.

Au-delà de ce bilan ponctuel, il est intéressant de constater que la confrontation avec la réalité du Nicaragua sandiniste, pays en guerre confronté à de multiples difficultés, suscite des réflexions plus larges sur l'importance et, parfois, la légitimité de revendications féministes dans un contexte extrême, où la survie du projet révolutionnaire dans son ensemble est en jeu. Cette question fait notamment l'objet de discussions lors d'une retraite de la coordination nationale du mouvement de solidarité en octobre 1985, consacrée au développement de projets visant à soutenir spécifiquement les femmes nicaraguayennes. Le compte rendu de la rencontre révèle les interrogations des militantes sur la signification et les priorités d'un engagement proprement féministe au Nicaragua, ainsi que les approches parfois divergentes des organisations révolutionnaires d'un côté et de la solidarité occidentale, de l'autre⁵⁶. Ces mêmes réflexions apparaissent en filigrane dans de nombreux articles consacrés à la situation des femmes au Nicaragua, selon lesquels les revendications féministes, l'objet premier de la solidarité, sont de plus en plus reléguées au second plan en raison des nombreux défis de la révolution⁵⁷. De plus, alors que la révolution sandiniste est dans un premier temps perçue comme un cadre favorable à la cause des femmes, la ligne politique choisie par l'AMNLAE, donnant la priorité à la défense de la révolution au détriment de la mise en œuvre d'un agenda féministe, complique le positionnement des activistes. On observe ainsi dans le courant des années 1980 une distanciation progressive des milieux de la solidarité vis-à-vis de l'organisation sandiniste officielle, au profit du mouvement féministe naissant en dehors des

⁵⁰ *Bilan de la brigade de femmes juillet-août 1985*, Zürich, archives du secrétariat d'Amérique centrale.

⁵¹ « Konkrete Frauensolidarität », dans *Correos de Centroamérica*, n° 47, décembre 1986.

⁵² *Frauenbrigade 1987/1988*, Zürich, archives du secrétariat d'Amérique centrale.

⁵³ « Solidaritätsarbeit unter der Lupe », dans *Correos de Centroamérica*, n° 39, novembre 1985.

⁵⁴ Cf. à ce titre *Brigade au Nicaragua : solidarité active*, Lausanne, Association de solidarité avec le Nicaragua et El Salvador, 1986.

⁵⁵ « Solidaritätsarbeit unter der Lupe », dans *Correos de Centroamérica*, n° 39, novembre 1985.

⁵⁶ *Ibidem*.

⁵⁷ Cf. par exemple « Lettre du Nicaragua : la situation des femmes », dans *Nicaragua El Salvador Solidarité*, n° 27, juillet 1986.

structures officielles de la révolution⁵⁸. Des contradictions de ce type ne se limitent pas à la composante féministe du mouvement de solidarité. Au contraire, elles apparaissent dans la plupart des secteurs de la mobilisation et donnent parfois naissance à des collaborations inédites avec des organisations indépendantes des mouvements de masse sandinistes, comme les syndicats *Asociación de Trabajadores del Campo* (Association des travailleurs agricoles, ATC) et *Federación de Trabajadores de la Salud* (Fédération des travailleurs de la santé, FTS)⁵⁹. Cependant, dans le cas de la solidarité des groupes féministes, la formulation d'un programme cohérent de soutien semble avoir été particulièrement difficile, étant donné la complexité de la situation sur place.

Conclusion

Pour revenir à la problématique initiale de cette contribution, à savoir les liens entre la solidarité internationaliste et la lutte des femmes, il est important de souligner la forte hétérogénéité et le caractère plurisectoriel du mouvement suisse de soutien au Nicaragua sandiniste, qui mobilise des groupes et organisations progressistes provenant d'horizons très divers. À côté de sa composante féministe, que le présent article a mis en lumière, on retrouve, pour ne citer que quelques exemples : des groupes chrétiens qui s'identifient avec les concepts de la théologie de la libération ; des initiatives issues du monde syndical, prolongeant la tradition de la solidarité internationaliste dans une perspective de classe ; des groupes paysans solidaires des populations rurales défavorisées du Nicaragua ; des jeunes appartenant aux mouvements de contestation qui apparaissent dans les grandes villes suisses au début des années 1980 ; des émigrés et réfugiés politiques latino-américains, rescapés des dictatures militaires, à qui la révolution sandiniste donne l'occasion de poursuivre leur engagement politique en faveur d'une société plus juste. À l'instar des groupes féministes qui se constituent au sein du mouvement de solidarité, toutes ces initiatives donnent naissance à des formes spécifiques de soutien sectoriel, englobant également des engagements au Nicaragua dans le cadre de brigades de travail⁶⁰. À la lumière de cette diversité, la composante féministe de la solidarité avec la révolution sandiniste apparaît comme l'une des facettes de la mobilisation plutôt que comme une caractéristique vraiment distinctive de celle-ci. En d'autres termes, elle semble illustrer en premier lieu la capacité d'un mouvement de solidarité hétéroclite à attirer des activistes provenant d'horizons et de milieux très divers, et non l'intégration de la lutte des femmes comme une option stratégique prioritaire du soutien au Nicaragua sandiniste.

Enfin, il convient de souligner qu'un effet de projection n'est pas absent de la mobilisation, comme c'est le cas dans l'ensemble des mouvements occidentaux de soutien aux processus de libération dans les pays du tiers-monde. Dans cette perspective, l'engagement pour le Nicaragua sandiniste est indissociable d'une critique de la réalité sociale, économique et politique contemporaine de la Suisse et compréhensible seulement en fonction de celle-ci⁶¹. Pour poursuivre la réflexion entamée dans le présent article, il serait donc intéressant de se

⁵⁸ Cf. à ce titre « Nicaraguanischer Feminismus—AMNLAE zum Trotz », dans *Correos de Centroamérica*, n° 74, mai 1991.

⁵⁹ Thomas Kadelbach, *op. cit.*, p. 60 sq. et p. 145 sq.

⁶⁰ *Ibidem*, p. 47-53 et p. 72-76.

⁶¹ Nicole Peter, « Die Utopie ist ein Teil der Wirklichkeit. Implikationen des schweizerischen Drittweltdiskurses der 1960er Jahre », dans Janick Marina Schaufelbühl (dir.), *op. cit.*, p. 137-146. Voir aussi : Michael Förch, *Zwischen utopischen Idealen und politischer Herausforderung. Die Nicaragua-Solidaritätsbewegung in der Bundesrepublik*, Francfort, Peter Lang, 1995 ; René Holenstein, *Was kümmert uns die Dritte Welt ? Zur Geschichte der internationalen Solidarität in der Schweiz*, Zurich, Chronos, 1998.

pencher sur cette notion de « contre-modèle » inhérente à la solidarité internationaliste, en particulier dans le cas de la Suisse, pays qui s'est caractérisé pendant longtemps par des dispositions légales particulièrement rétrogrades au sujet des droits politiques et civils des femmes⁶². Une telle clé de lecture complémentaire permettrait sans doute d'analyser de manière plus nuancée tant les motifs de la solidarité que le positionnement des activistes par rapport au processus révolutionnaire au Nicaragua.

⁶² Cf. May Broda, Elisabeth Joris et Regina Müller, « Die alte und die neue Frauenbewegung »..., *op. cit.*, p. 201-226.